

A travers des lunettes roses... ou des lunettes jaunes : pourquoi la France va à la fois bien mieux (si, si) et bien moins bien qu'il y a 40 ans



Entre gilets jaunes et leurs adversaires, deux visions du monde s'opposent, une vision pessimiste d'un côté, celle du gilet jaune, et une vision optimiste de l'autre. Si les deux camps n'arrivent pas à s'entendre, c'est qu'ils s'appuient tous les deux sur des arguments rationnels et factuels.

Avec Michel Ruimy

Avec Jean-Paul Betbeze

Atlantico: Qu'est-ce qui selon vous, justifie une vision « en jaune » de notre monde, et peut susciter à raison de véritables inquiétudes ?

Michel Ruimy: Les situations sont complexes et hétérogènes partout dans le monde, mais certains points communs existent.

Tout d'abord, le sentiment, dans les pays développés, de subir une baisse continue du pouvoir d'achat face au coût croissant de la vie. Une situation, qui, dans notre pays, n'est pas à mettre au seul compte du gouvernement actuel. En France, depuis la crise de 2007-2008, tandis que le chômage de masse et la pression fiscale se sont accrus, le pouvoir d'achat a quasi-stagné (+ 0,4%) et, au premier trimestre de cette année, il s'est effondré de 0,6%. Même si, selon les calculs de l'OFCE, le pouvoir d'achat augmentera en 2019, les réformes envisagées ne seront pas bénéfiques pour tous. Elles susciteront, malgré tout, des gagnants et des perdants.

Ensuite, la disparition de certains services publics avec le changement de paradigme économique. Ce constat engendre chez nos concitoyens un sentiment d'être oubliés, d'être marginalisés par l'Etat et qui suscite l'interrogation de savoir à quoi servent les impôts qu'ils paient. Un sentiment bien réel, lui aussi. Il suffit d'observer la « diagonale du vide » c'est-à-dire un axe nord-est / sud-ouest caractérisé par une démographie faible, une croissance économique atone et la disparition progressive de commerces ou de services publics, notamment médicaux. Ce sentiment est malheureusement éloigné d'une solution strictement étatique.

En outre, il y a un sentiment de déclassement avec la mondialisation. Il s'agit, en France, de l'impression de la « panne » de l'ascenseur social et de la difficulté d'obtenir une meilleure situation sociale et financière grâce à son travail. Le gel salarial, qui empêche de supporter les hausses du coût de la vie, est un mélange de concurrence internationale et d'incertitude économique, le tout dans un contexte de craintes relatives à la rapidité des changements technologiques.

Ainsi, face à ce monde de dettes insolubles, émergent une sensation d'étouffement face à la fiscalité, une diminution de l'offre de services publics, un sentiment d'éloignement voire d'abandon de la « périphérie » par des élites réelles ou supposées..., des problèmes structurels dont la résolution apparaît hors de portée d'une réponse politique de court terme. A l'exception, peut-être, de l'instauration de services publics qui, eux, relanceront la question du déficit public et des impôts qu'il faudrait lever pour payer de nouvelles infrastructures, impôts que les gilets jaunes, en France, refusent de payer se sentant déjà étranglés.

De plus, sur notre territoire, les manifestants ne sont pas pressurés exclusivement par des hausses fiscales décidées par l'Etat ou les collectivités. Dans les diverses revendications sur les réseaux sociaux, les gilets jaunes dénoncent aussi les hausses des frais

bancaires, des mutuelles, des péages ou des assurances, soit autant de domaines qui nous touchent, tous, mais qui ne sont pas du ressort direct de l'Etat. Cette déconnexion entre les problèmes subis, et l'idée erronée que l'Elysée détient toutes les clés est une situation qui n'est pas sans rappeler le fameux « l'Etat ne peut pas tout » lancé par Lionel Jospin en 1999. Elle garantit surtout de quoi nourrir une frustration qui pourrait de nouveau s'exprimer prochainement dans la rue.

Jean-Paul Betze: Je ne suis pas sûr que « le gilet jaune » soit pessimiste, ou plutôt assez pessimiste, s'il s'agit de vouloir maintenir autant que possible la situation actuelle, sans profondément changer ! De fait, si l'on veut s'inquiéter, on peut constater la quasi-stagnation du pouvoir d'achat en Europe avec 8% de chômage ou le même résultat aux États-Unis, en plein emploi ! La machine à formation du salaire n'est plus la même, avec la globalisation des échanges (autrement dit l'entrée de la Chine dans le commerce mondial). Si l'on veut s'inquiéter, on peut se dire que l'espérance de vie des Américains baisse, mais pas celle des noirs, des ressortissants d'Amérique latine ou d'Asie et regarder les habitudes alimentaires, liquides et la consommation de « calmants », opioïdes en anglais ! Si l'on veut s'inquiéter, on peut dire que l'ascenseur social ne monte plus, en tout cas plus aussi vite, tout simplement parce que les carrières ne sont plus celles de la reconstruction d'après-guerre, puisque c'est reconstruit, mais de la nouvelle construction d'une économie et d'une société avec plus de technologies qui « disruptent » les filières de production et de distribution, moins de jeunes et plus de personnes âgées, et de plus en plus de robots !

En réalité le monde est en profond changement, sous l'effet de deux forces : la démographie et le nombre d'hommes (et femmes) d'abord, surtout en Afrique, la technologie de l'information et de la communication d'autre part. Nous vivons une double révolution, démographique et industrielle, qui peut inquiéter seulement si on ne la voit pas !

La figure de la peur (« jaune de peur » ou « vert de peur ») en est ainsi le risque, et Donald Trump en est l'incarnation : peur des migrants hispaniques par rapport aux WASP américains, peur des copieurs, voleurs, manipulateurs chinois. D'où un mur au Mexique et des barrières tarifaires, normatives et politiques, plus l'armée US et le dollar. Les États-Unis divisent le monde, sans doute pour maintenir quelque temps leur hégémonie. On peut penser ce qu'on veut de cette stratégie, mais ceci nous est impossible en France et en Europe.

Si l'on veut être optimiste, il faut donc partir de la réalité démographique, technologique et politique que nous vivons, et cesser de penser qu'augmenter le SMIC, baisser le fioul ou supprimer le Sénat... est à la mesure des problèmes !

Qu'est-ce qui justifierait plutôt une vision en rose, s'appuyant sur les preuves d'une réelle amélioration de nos sociétés ?

Michel Ruimy: Devant des situations qui ne sont pas des plus heureuses, il convient toujours de trouver la force de rebondir, de rester optimiste... tout en essayant également de garder la raison.

Ainsi, sur ces dernières années, en termes de pauvreté, le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour, a été réduit de moitié dans le monde et notamment en Chine. Ceci a été rendu possible grâce au développement du commerce international. La mondialisation aura ainsi permis de réduire, de manière significative, le nombre de personnes sous-alimentées ou bien encore n'ayant pas accès à l'eau potable.

Néanmoins, la pauvreté devrait vraisemblablement croître, dans les prochaines années, dans de nombreux pays, du fait notamment des changements climatiques et des politiques de certains groupes agroalimentaires.

Par ailleurs, en termes d'éducation, le pourcentage du nombre d'enfants scolarisés en primaire dans les pays d'Asie et d'Afrique du Nord a désormais rejoint celui des pays développés, tandis qu'en Afrique sub-saharienne, près de deux-tiers des enfants sont scolarisés. Ce chiffre était d'à peine 50% il y a dix ans. De même, l'alphabétisation a significativement progressé dans cette région du monde puisque désormais plus de 80% des adultes savent lire et écrire. Ces progrès en termes d'éducation sont porteurs d'espoir. Il a été réalisé notamment grâce à une forte implication des diasporas, ces personnes qui sont parties étudier dans de bonnes universités et qui, à leur retour, se sont fortement impliquées dans leur pays d'origine. Ceci a été également dû à la volonté des États à fortement investir dans l'éducation mais aussi au développement de l'Internet. Mais, n'oublions pas, toutefois, que de nombreux pays limitent l'éducation des petites filles.

Enfin, en termes de technologie, il y a les avancées dans le domaine médical et les capacités de production de médicaments à moindre coût qui ont permis de réduire la mortalité à l'échelle de la planète, en particulier le nombre de victimes du virus du Sida. Cependant, il se peut qu'à l'avenir, nous observions, en dépit d'importants progrès médicaux, une augmentation des maladies respiratoires et allergiques résultant de la baisse de la qualité de l'air. Cela est particulièrement le cas en Chine.

Pêle-mêle, nous pourrions encore ajouter, au niveau mondial, une réduction de l'écart salarial entre les hommes et les femmes, l'enrichissement moyen de la population, une plus grande mobilité géographique grâce aux sociétés de transport à bas coûts (low cost), l'accès de plus en plus généralisé à l'Internet... Tout ceci n'a été rendu possible que par la volonté des individus et non pas par l'aide financière internationale ou les gouvernements.

Jean-Paul Betze: L'histoire du monde a toujours été celle de ses victoires technologiques et sociales, sans jamais oublier leurs coûts humains. Rose si l'on veut, mais pas sans drames. Mais il ne s'agit pas aujourd'hui de la machine à vapeur ici, de la machine à tisser ailleurs, de l'électricité dans un autre endroit, et ainsi de suite : c'est tout, partout, ensemble, plus vite, avec plus d'habitants, et donc bien plus d'oppositions et de contradictions. Ce qui est la grande nouveauté de notre monde : c'est la vitesse de propagation des informations (vraie ou non) et des changements d'habitudes. Dolce et Gabbana se relèvera mal de s'être moqué des Chinois, en une semaine. Que se passera-t-il si nous devenons plus végies ou végans, pour l'agriculture ? Nous voulons sortir du nucléaire, mais l'éolien et le solaire sont plus chers, et vont-ils suffire si nous voulons des voitures et des bus électriques ?

La révolution de la communication propage plus vite les cris que les solutions. Or, il ne s'agit pas de « faire » payer les riches, de travailler moins, de gagner plus en travaillant plus, de vouloir plus de services publics et moins d'impôts, mais d'élaborer des solutions coopératives, avec plus d'échanges et de formations. Nous connaissons des réussites individuelles récentes, mais elles dépendent toutes de nouveaux comportements, plus simples, plus ouverts, plus modernes, plus coopératifs. Coworking, logiciels libres, AirBnD, Blablacar, extension de la gratuité et des partages d'information d'un côté, mais aussi meilleure connaissance des réalités

(compétitivité, déficit, dette, qualité des formations...) vont nous aider à avancer dans le monde compliqué et contradictoire qui est le nôtre. Ce n'est pas « la faute à Macron », comme ce n'était pas « la faute à Voltaire, la faute à Rousseau » si la révolution frappe à notre porte. Mais on sait que si la solution est simple, facile et rapide, c'est qu'elle est fausse. Et malheureusement pas fluo !